



## Entrevue avec le DGSSI le 05/03/2024

Monsieur le Directeur du SSI, vous avez souhaité rencontrer les responsables syndicaux de la DISI RAAB. Nous vous en remercions.

Cette rencontre est l'occasion de vous transmettre en direct les revendications, les interrogations et les inquiétudes des agents de la DiSI RAAB sur leur avenir.

A ces interrogations nous ne doutons pas que vous pourrez apporter des réponses.

Le temps imparti est court mais nous ne pouvons débiter cette rencontre sans faire référence aux coupes budgétaires annoncées par le Ministre Bruno Lemaire, à hauteur de 10 milliards d'Euros. Les moyens humains et matériels des services vont être directement impactés par ce coup de rabot. Pour la CGT ce type de décision va à l'encontre du service public de qualité, tel que nous le revendiquons. Il s'agit d'une politique mortifère, dangereuse pour la citoyenneté et pour toutes celles et tous ceux dont la fragilité économique les expose à toutes les formes de précarité. Un tel aveuglement face à la souffrance populaire pourrait bien se payer très cher un jour ou l'autre, dans les urnes ou ailleurs.

A la DGFIP, lorsque l'on consulte le Cadre d'objectifs et de moyens 2023-2027, il est fait abondamment mention d'un nouveau schéma directeur des systèmes d'information, ce qui nous a intrigués.

Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet, sachant qu'habituellement ce terme recouvrait une stratégie qui était présentée aux organisations syndicales et qu'à notre connaissance cela n'a pas été encore le cas pour celui-ci ?

De même, le COM fait mention de la consolidation des ressources internes, ce qui nous semble une bonne pratique contredite par la réalité des faits : dans la réalité on ne compte plus le recours aux prestataires externes ou aux contractuels qui pour la CGT sont des symboles de la précarisation de l'emploi public.

Il est d'ailleurs inadmissible que l'occupation de postes vacants par des contractuels bloque les demandes de mutations de collègues fonctionnaires, comme cela peut arriver.

Sur le terrain, nous constatons surtout que beaucoup de services subissent de plein fouet les départs en retraite qui ne sont que peu ou pas remplacés. Ces difficultés sont souvent trop ignorées par la Centrale qui finit par réorganiser des missions sans réelle stratégie définie au préalable.

Certains services d'intégration de la DISI vivent difficilement le fait d'avoir été écartés des nouveautés techniques et organisationnelles du Cloud et du DevOps. Certains collègues nous ont confié leur extrême désarroi face à des missions, notamment sur portefeuilles des applications hébergées sur les serveurs Legacy, qui s'étiolent ou ne se renouvellent pas. Ce désengagement de la Centrale des missions Legacy a aussi pour conséquence d'accroître les tensions inter-services, et les risques psycho-sociaux puisque la sensation est souvent qu'il n'y a plus de pilote dans l'avion. Quelles nouvelles missions allez-vous, vite si possible, confier à ces services ?

Toujours en lien avec Legacy, il est question de passer dorénavant les futurs socles serveurs Linux à une distribution payante, à 2,5 millions d'euros pour 5 ans, pouvez-vous nous en dire plus ?

Maintenant, un premier retour sur un sujet déjà abordé l'an dernier : le projet dit de modernisation consistant à migrer les programmes supportant l'IR d'un gros système GCOS/ATOS/Européen à un autre gros système de même génération Z/IBM/Américain qui devait alléger notre dette technique ! Qu'en est-il aujourd'hui ? Il a mis des équipes exsangues sous pression. La sortie des programmes est tellement lente et délicate qu'on réinvestit en machines GCOS et en compétence GCOS pour assurer la pérennité de ce système. Ce projet a généré des surcoûts liés à la méthode de facturation d'IBM alors que nous devons toujours détenir des machines GCOS.

Cette migration a nécessité la coûteuse mobilisation de nombreux consultants toujours présents aujourd'hui.

En passant, on nous avait dit que les GCOS étaient en fin de vie et que nous n'aurions plus aucun support sur ces technologies. Or Atos (dont la branche Hardware sera pérennisée car trop stratégique pour l'état) continue de renouveler sa gamme. Pouvez-vous nous donner votre vision sur cette gabegie (terme employé par les collègues concernés) ?

Encore un sujet au menu de 2023 qui revient en 2024, et pour cause : la fin de la gestion des pensions dans l'application PEZ qui n'a toujours pas pu avoir lieu à l'heure où nous nous parlons. Aux dernières nouvelles ce ne serait maintenant pas avant la fin de cette année, voire le début de 2025 ! Pourtant, la Cour des Comptes avait rendu un référé assez sévère peu de temps après notre précédente rencontre et tout le nécessaire devait être fait par les différents intervenants. Ce que nous voyons surtout pour le moment c'est l'éloignement pur et simple des intervenants DGFIP des instances stratégiques du projet, et leur remplacement par des personnes qui seront forcément moins critiques. Il y aurait matière à sourire devant tant de manœuvres si les équipes sur le terrain, nos collègues, ne souffraient pas depuis trop longtemps de cet état de fait. Ils méritent un réel soutien qui doit leur être apporté.

Du côté des CID, les inquiétudes résident dans une crainte de l'avenir après le déploiement de la TO/IP, qu'en est-il de la future politique de renouvellement des postes de travail, le nouveau matériel étant moins solide et seulement garanti 4 ans ?

Les craintes de rattachement à la Dinum refont également surface, est-ce légitime de la part des collègues ?

Qu'est-il prévu ensuite pour les postes de travail, après le tout Windows 10 ? Quelles solutions logicielles mais aussi quel mode de déploiement ?

Les remontées des collègues CID sont très négatives à propos des Mopieurs Brother, le saviez-vous ?

Nous finirons sur l'attractivité de nos métiers.

Nous nous répétons depuis plusieurs années mais à quand le rétablissement d'épreuves informatiques dans toutes les sélections professionnelles ?

Concernant l'attractivité pour rentrer dans notre administration et plus précisément en informatique, la perspective des salaires n'aide pas à motiver les candidats.

Le plan de 10 milliards d'économies pour les ministères que nous dénonçons tant sur le fond que sur la forme au début de nos propos ne fera qu'aggraver la situation.

Les agents ne sont pas dans l'attente d'une rémunération au mérite mais d'une rémunération pérenne qui leur permette de vivre dignement de leur travail et qu'elle soit prise en compte pour le calcul de leurs pensions. Nous sommes aussi dans l'attente des moyens pour accomplir nos missions dans de bonnes conditions.